



CONSEIL NATIONAL POUR LA RESISTANCE

Mouvement UmNyobiste

Mouvement Politique Camerounais et Africain de Ligne anti-impérialiste, internationaliste et panafricainiste ; Situait son action dans le prolongement des luttes historiques de notre peuple pour la liberté et l'indépendance.

S/c Africa-Club e.V, Norderreihe 63, 22767 Hamburg; Email: cameroon.resistance.council@googlemail.com, Fax:00494075062115

Le CNR réitère son exigence d'une Commission d'Enquête Internationale sur les massacres perpétrés fin février par les forces répressives de Paul Biya sur les populations civiles au Cameroun

A la fin du mois de Février, les masses populaires des villes et des campagnes du Cameroun, se sont soulevées contre la vie chère et contre la volonté du président-dictateur, au pouvoir depuis 25 ans, de tripatouiller la constitution camerounaise pour se maintenir au pouvoir au delà de son mandat en 2011.

Face à ce soulèvement populaire, le gouvernement néocolonial dictatorial a ordonné à ses miliciens, abusivement appelés «forces de l'ordre», de tirer à balles réelles sur les manifestants pourtant désarmés.

Le Bilan de cette répression barbare diffère selon qu'on est du gouvernement, de l'opposition ou de la société civile. Les autorités gouvernementales parlent de «seulement 40 morts, qui sont pour la plupart des pillards qui se sont eux-mêmes entretués, au moment du partage du butin!». L'opposition accuse le gouvernement d'avoir « tué plus de 200 manifestants pacifiques ». L'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (Acat) soutien que la répression gouvernementale de la fin février a fait « plus d'une centaine de morts et que ce bilan risque de s'alourdir».

Au nombre des victimes innocentes de la vaste répression de février, figure **Jacques TIWA**, ancien leader étudiant du «Parlement Estudiantin», revenu d'exil il y a trois ans, et représentant du **Conseil National pour la Résistance** (CNR) au Cameroun. Il a été fusillé en pleine rue à Douala, le 28 février par une patrouille militaire. **TIWA Jacques** a été tué parce que le pouvoir accuse le CODE dont son organisation, le CNR, est membre-fondateur, « d'avoir organisé le soulèvement de la fin février au Cameroun »!

Plus de 2000 personnes ont été arrêtées au cours de ce soulèvement populaire et plusieurs centaines de ces détenus ont déjà été condamnés, au cours de procès sommaires et expéditifs, à des peines allant de 2 à 20 ans d'emprisonnement.

Le Cameroun vit depuis ces soulèvements populaires, sous un état d'urgence de fait, avec des restrictions des libertés des citoyens, des menaces de morts aux personnes, des perquisitions et des arrestations arbitraires dans des domiciles, des exécutions extrajudiciaires, des charniers, des entraves à la liberté de la presse à travers des arrestations de journalistes et la fermeture des médias « un peu trop bavards » comme Equinoxe FM - TV et Magic FM.

Dans ce contexte, où le bilan des massacres de février reste soumis à controverse, et dans la situation actuelle de graves violations des Droits de l'Homme et de déni de justice au Cameroun,:

1. Le Comité Exécutif du **Conseil National pour la Résistance** réitère son appel urgent, lancé depuis le 27 février 2008, en faveur de la mise sur pied immédiate d'une **Commission Internationale d'Enquête** qui fera le bilan des massacres perpétrés par les forces répressives du gouvernement fasciste sur des populations civiles au Cameroun.

La nécessité d'une Commission Internationale sous l'égide de l'Union Africaine ou de l'ONU se justifie par le fait que, le gouvernement camerounais est habitué à mettre sur pied des commissions nationales d'enquête qui ne rendent jamais leurs travaux et dont l'objectif premier n'est pas d'établir la vérité, mais de faire diversion.

Exemple: à la suite de l'assassinat, par la police, de deux étudiants de l'université de Buéa en avril 2005, Mr Paul Biya avait créé une « commission d'enquête » pour disait-il « déterminer les responsabilités dans ces bavures ». Mais à ce jour, soit 3 ans après, cette fameuse commission n'a jamais rendu son bilan !

Toute Commission Nationale d'Enquête au Cameroun est d'emblée, un mort-né et est d'avance totalement décrédibilisée, aux yeux de l'opinion nationale, pour faire la lumière sur les tueries gouvernementales de fin février au Cameroun.

Il est aussi très important de relever qu'en 1991 déjà, le vaste soulèvement populaire qui avait accompagné la revendication pour la tenue d'une Conférence Nationale Souveraine au Cameroun, avait été sauvagement réprimé par le gouvernement de Mr Paul Biya et avait occasionné plus de 400 morts dans l'indifférence de la communauté internationale;

Il faut rompre avec cette tradition d'impunité généralisée qui est devenue un mode de gouvernement au Cameroun et qui favorise et nourrit, chez les victimes, à n'en point douter, le désir de vengeance et encourage le développement de la justice populaire, si préjudiciable au respect des Droits de la personne Humaine. Il faut donc une Commission Internationale d'Enquête sur les massacres de février au Cameroun.

2. Le CNR appelle tous les progressistes du monde entier et toutes les organisations internationales de défense des Droits de l'Homme à œuvrer auprès des institutions internationales pour la mise sur pied effective d'une Commission Internationale d'Enquête, qui est la seule capable d'établir un bilan impartial et crédible de la répression de fin février et d'en déterminer les responsabilités afin que les commanditaires et les exécutants soient traduits devant les tribunaux.
3. Le CNR demande aux progressistes du Monde de soutenir activement la lutte immédiate du peuple Camerounais qui vise à obtenir l'alternance au pouvoir par des moyens démocratiques, en empêchant le dictateur néocolonial au pouvoir depuis 25 ans, de tripatouiller la constitution pour rester président à vie.
4. Le CNR interpelle l'Union Africaine, l'ONU et toutes les organisations internationales afin qu'elles dénoncent maintenant et très clairement, la tentative de Mr Paul Biya de confisquer le pouvoir au Cameroun en usant de la force pour en massacrer les populations civiles;
5. Enfin, le CNR appelle à la **libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques, la cessation des arrestations arbitraires et la levée de l'état d'urgence de fait en vigueur dans le pays**

A bas les assassins du peuple !

Honneurs et Gloire éternelle aux combattants de la Liberté tombés les armes à la Main!

La lutte continue

Unis et Solidaires, nous vaincrons

Paris, Trocadéro, ce 15 mars 2008

Tene Sop G.

Secrétaire Général du

Conseil National pour la Résistance

cameroon.resistance.council@googlemail.com

<http://www.cnrmun.afrikblog.com/>